

CROSSING BORDERS!

movements and struggles of migration

Soutenez notre bulletin d'information, aidez-nous dont distribuer les versions électroniques et imprimées. Trouvez les versions multilingues à notre site www.noborder.org/crossing_borders. Contactez-nous à frassainfo@kein.org

Encore une fois, nous profitons d'un Forum Social Mondial (FSM/WSF) en Afrique pour publier un nouveau numéro de *Crossing Borders*. Nous sommes d'autant plus déterminés qu'un projet très ambitieux aura lieu dans les prochaines qui le précèdent. En demandant "liberté de mouvement et développement équitable", un bus-caravane avec environ 200 activist-e-s d'Afrique et d'Europe va commencer une tournée de protestation commune qui partira de Bamako, au Mali, et arrivera à Dakar, au Sénégal pour le début du FSM (voir page 2).



Ce n'est pas par hasard, donc, que vous trouverez une longue citation de notre deuxième numéro dans l'article d'ouverture ci-dessous sur les migrations et le développement - "sur départ et voix". Il y a exactement 3 ans, lors du Forum Social Mondial à Nairobi en Janvier 2007, nous avons publié une lettre ouverte "à nos sœurs et frères en Afrique" sur notre première page. Nous le considérons toujours comme un document d'actualité important et valide, auquel souscrivent -entre autres- des migrant-e-s africain-e-s en Europe, qui permet de faire connaître leur approche et expériences transnationales dans le but de lier et de connecter les luttes. Les luttes de migrants et les campagnes de solidarité sont également les sujets principaux des autres pages: la chaîne d'actions 2010, principalement dirigée contre Frontex (page 3), la campagne d'ampleur européenne contre Dublin II, le projet d'un guide transeuropéen en ligne et la résistance en cours en Italie (page 4).

L'Exit c'est la Voice!

**Le droit de partir et le droit de rester...
Ils luttent pour partir, ils luttent pour rester...**

Quand les chercheurs en sciences sociales ont développé le schéma d'«exit and voix» pendant les années 70, les deux mots sont apparus comme des options qui s'excluent mutuellement. Le «départ» ou l'émigration était interprété comme une alternative à la «voix» - participer et protester dans le pays d'origine. Ils n'ont pas demandé aux migrants, qui savent depuis toujours que les migrations transnationales sont définies précisément par le chevauchement et la simultanéité de ces deux catégories.

Cependant, on retrouve aujourd'hui encore des discours similaires, lorsque «le droit de partir et le droit de rester» sont mis en concurrence. Certes, il est nécessaire de critiquer certains mythes sur la migration qui existent et de rediscuter les ambivalences des processus migratoires. Mais si au final la réponse est une hiérarchisation recommandant de rester et de lutter «à la maison», tout en insistant sur les aspects négatifs des migrations, elle devient une simplification, qui tombe à nouveau dans les logiques des Etats nationaux et menace les fondements de notre approche globale. Cette réponse sous-estime les effets du transnationalisme, des communautés exilées, des remises de fond, des influences sociales et politiques, sur le «départ» et la «voix», et inversement. Ce n'est donc pas seulement le «départ» après la «voix», mais plutôt le «départ» qui renforce la «voix». Le «départ» c'est la «voix»!

Les raisons qui nous ont poussés à quitter l'Afrique ne nous ont pas fait oublier l'Afrique! Nous regardons cette terre où nous sommes nés, et, à côté des migrations et des frontières internes, nous voulons y voir de puissants

mouvements sociaux pour plus de justice. Notre propre mouvement, le mouvement des migrations, et les luttes que nous menons chaque jour en Europe, sont des ressources qui peuvent être partagées avec inventivité par ces mouvements, pour bâtir des nouveaux espaces transnationaux de liberté et d'égalité. Nous nous sommes libérés du colonialisme, aujourd'hui nous devons nous libérer de toute oppression en Afrique et de l'exploitation du travail des migrants en Europe!

(Extrait de la lettre ouverte, publiée en janvier 2007)

Deux aspects cruciaux ont été soulignés dans cette lettre ouverte. D'une part, la nécessité d'une compréhension profonde des véritables objectifs des politiques de «coopération» et «développement», en particulière le renforcement du contrôle européen au-delà de l'Europe et la recherche de main d'œuvre à bon marché à exploiter par l'externalisation de la production. D'autre part, l'importance de la liberté de circulation et du droit de rester dans les pays d'accueil comme moyens de refuser l'exploitation transnationale dictée par le capital global et la précarisation expérimentée par les travailleurs migrants une fois installés en Europe. Aujourd'hui, nous savons qu'un des objectifs principaux du travail de mise en réseau euro-africain est le droit de rester dans le pays d'origine. Ceci exprime l'ambition de lutter contre les migrations forcées, contre le réflexe de partir en réaction à l'expropriation de la terre et au processus de paupérisation.

...continue à la page 2

...suite de la page 1

Cette revendication pourrait sembler problématique pour les réseaux euro-africains, si on ne la regarde pas avec une vision strictement transnationale, en soulignant la dimension véritablement mondialisée de l'exploitation capitaliste. Ce qui est en train de se passer dans certains pays africains avec la réquisition des terres et la paupérisation progressive semble être exactement la condition préalable à une nouvelle exploitation de la main d'œuvre migrante dans les pays d'origine et d'accueil, encouragée par les effets de la crise, qui crée de nouveaux obstacles aux migrations transnationales et parallèlement, un renforcement du contrôle des frontières. Ces obstacles ont été et restent encore aujourd'hui les principales cibles des récentes protestations en Algérie et en Tunisie, où une nouvelle génération d'hommes et femmes sont en train de se battre pour leur avenir. Ils revendiquent une politique de liberté ainsi que la possibilité de trouver un travail dans leur pays, mais aussi leur liberté de circulation, qui est fortement limité par les gouvernements locaux qui prétendent contrôler et gérer les migrations d'une main d'œuvre qualifiée vers l'Europe et les Etats-Unis, sous le prétexte de la « coopération » internationale. L'exploitation du travail migrant et la précarisation du travail en Europe, mais aussi les luttes contre l'exploitation et la précarisation à l'intérieur et à l'extérieur des lieux de travail, montrent clairement que l'exploitation est l'autre face du soi-disant

développement. Bien sûr, cela ne signifie pas que les différences entre pauvreté et salariat ne sont pas significatives, mais plutôt que la dimension structurellement transnationale de l'exploitation doit aussi être prise en compte quand on parle de l'expropriation de la terre en Afrique. Et si ce processus était conduit par d'autres pays africains, ou au moins les impliquait – comme Lybie et Mauritanie – peut-être qu'il pourrait être vu comme une différenciation et une hiérarchisation au sein de l'Afrique, qui est crucial également dans l'analyse de protestation et de révoltes au Maghreb. Nous ne voulons et ne pouvons pas opposer les luttes de migrants en Europe à celles qui ont lieu dans certains pays africains contre l'expropriation et l'expulsion de la terre. Nous devons nous demander pourquoi ce qu'ils appellent développement passe en premier lieu par le désespoir de millions de femmes et d'hommes. Ils l'appellent développement, mais en réalité c'est la diffusion du travail migrant à une échelle globale. Le développement dont ils parlent signifie de fait une précarisation croissante de la vie en Afrique, un processus visant à produire une force travail disponible aussi bien pour d'autres pays africains que pour l'Europe. Pour la caravane Barnako-Dakar, mais aussi pour les projets à venir de la coopération euro-africaine, on a besoin d'une combinaison productive entre liberté de circulation et droit de rester dans le pays d'origine, c'est un tandem dans notre lutte pour la liberté et l'égalité des droits.

De Bamako à Dakar... Une tournée en bus euro-africaine pour la liberté de circulation et le développement équitable

Une tournée en bus euro-africaine pour la liberté de circulation et le développement équitable
Des visites mutuelles, des appels communs, des actions coordonnées : le réseau euro-africain contre le régime de frontière de l'UE s'est énormément développé depuis 2006 – comme nous en avons témoigné de façon continue dans *Crossing Borders*. Avec un bus-caravane partant du Mali pour le Forum Sociale Mondiale (FSM) de Dakar début de février, une mobilisation particulière des militants de base provenant des deux continents, est en train de se préparer. La fondation en 1996 d'AME, l'association des déportés au Mali, n'est pas un hasard. Le cycle de luttes de sans-papiers en France, qui a renforcé les luttes des sans-papiers dans toute l'Europe, a été porté par des migrants de l'Afrique de l'ouest. Et en 2006, après les événements de Ceuta et Melilla, dans le cadre d'un FSM à Bamako, l'auto-organisation s'est réorganisée.



Un important «appel de Bamako» a été publié et l'AME est devenue une association plus forte, avec un programme à la fois social et politique. D'une part, les activistes de l'AME ont soutenu quotidiennement les déportés aux aéroports et aux frontières, et d'autre part, ils ont critiqué fortement la politique d'externalisation de l'UE et ils ont participé à des actions transnationales anti-frontière contre Frontex. Ils ont refusé de collaborer avec Cigem, le poste de contrôle de l'UE à Bamako (pour en savoir plus, voir *Crossing Borders* n°8) et ils ont bloqué avec succès l'accord de réadmission entre la France et le Mali.

...continue à la page 3

Ça a été une initiative d'AME de proposer un projet de caravane itinérante de Bamako à Dakar. Ce sont probablement 5 bus qui partiront en tournée à la fin de Janvier, avec 200 activist-e-s de l'Afrique de l'Ouest et entre 50 et 80 provenant d'Europe. Dans les délégations d'Allemagne, des Pays Bas, de l'Autriche et de la France, il y a des réfugiées et migrant-e-s reconnu-e-s comme ayant expérimenté personnellement le système européen de camps et de déportation. Ils veulent rapporter leurs luttes d'Europe en Afrique, et veulent réciproquement apprendre des combats en Afrique. Des activist-e-s de réseaux maliens participent à la caravane, ils sont engagés dans le mouvement contre l'expropriation des terres, contre la privatisation et l'exploitation par les banques et les compagnies multinationales. L'approche combinée pour le droit de partir et le droit de rester (voir page 1) doit pousser à un échange mutuel et inspirer une perspective commune transnationale qui (inter)agit, comme le nom du nouveau réseau le rappelle : *Afrique-Europe Interact* !

Trouvez plus d'information, textes de base de groupes qui participent et l'appel pour une campagne de donation sur le site trilingue : www.afrique-europe-interact.net



Contre Frontex et le régime européen de contrôle des frontières Chaîne transnationale d'actions pendant l'été 2010

Plusieurs groups et initiatives anti-frontières de toute l'Europe et d'ailleurs ont organisé une série d'événements entre Mai et Octobre 2010 pour protester contre Frontex, l'agence frontalière européenne.

Ça a commencé en Mai à Varsovie avec une intervention contre les « célébrations » pour les 5 ans de Frontex, où une présentation des compagnies de surveillance a pu être symboliquement dérangée – voir une vidéo de la protestation sur www.frontexplode.eu

En Juin, des manifestations contre les déportations par charter coordonnées par Frontex ont eu lieu aux aéroports de Londres et de Vienne, en même temps que des réfugiées auto-organisés et d'autres militants ont organisé une caravane – festival « unité contre l'injustice coloniale en mémoire des morts de la Forteresse Europe » à Jena, en Allemagne.

En Juillet, dans le cadre du Forum Social Européen à Istanbul, dans lequel se tenait des ateliers contre l'externalisation du régime de contrôle des frontières de l'UE, une manifestation très puissante a eu lieu face au centre de rétention in Kumkapi (voir les photos). Quelques semaines plus tard, une multitude d'actions anti-frontières (« swarming noborder activities ») a eu lieu sur les îles grecques et à Smyrne/Izmir – pour en savoir plus : www.w2eu.net.

En Octobre, 6/800 personnes ont participé au « No Border Camp » organisé à Bruxelles. Malgré une répression policière très violente, des actions ont eu lieu. Par exemple, une conférence de Frontex a été bloquée, et une action avec des ballons et des banderoles a eu lieu l'aéroport – pour en savoir plus..

En commémoration des événements de Ceuta et Melilla en Octobre 2005, une conférence a eu lieu à Oujda/Maroc, à laquelle de nombreux réfugiées auto-organisés ont participé.

Salutations de l'Italie

Une vue d'ensemble depuis la grue (au-dessus et en dessous)

Après l'expérience de la grève des travailleurs migrants du 1 Mars 2010 (voir le reportage dans CB n°8), les luttes de migrants en Italie continuent. Un des cibles principales était la soi-disant « sanatoria truffa », c'est-à-dire la légalisation des travailleurs migrants, débutée en 2009. En réalité, cette légalisation était simplement un moyen pour ficher les migrants illégaux et elle a ouvert la voie à la criminalisation, aux détentions et aux déportations. Après une manifestation commune organisée par les groupes de migrants à Reggio Emilia et à Bologne en Juillet, des migrants à Brescia ont commencé un sit-in permanent, dont les tentes ont été détruites deux semaines après par la police. Pendant un manif à laquelle ont participé 10.000 personnes, le 30 Octobre un groupe de migrants a occupé une grue, dans laquelle il est resté pendant 17 jours (<http://dirittipertutti.gnumerica.org/>).



En même temps, dans de nombreuses villes des manif de solidarité à leur lutte ont été organisées. Après quelques jours, à Milan, un groupe de migrants a également occupé une tour industrielle abandonnée, rejoignant ainsi la protestation, « du dessus » (immigratiatorganizzatimilano@gmail.com). Ces luttes ont attiré l'attention des média dominants sur le problème de la réglementation raciste de la vie et du travail des migrants. Pour cette raison, ils ont été réprimés violemment par le gouvernement. Des migrants, principalement les plus actifs, ont été déportés, d'autres détenus et quelques-uns libérés après coup grâce aux efforts des groupes de soutien.

L'engagement commun de ramener la lutte « sur terre » doit être remarqué. Au-delà des manif à Brescia, une grande mobilisation a eu lieu à Bologne le 13 Novembre, et plus de 6000 migrants ont réclamé la fin du régime « Bossi-Fini » et de la montée du racisme institutionnel (www.coordinamentomigranti.splinder.com). Aujourd'hui, alors que le sujet du travail est en haut de l'agenda politique et que les travailleurs de FIAT sont en train de lutter pour leurs droits et contre la menace de la délocalisation, les migrants attendent avec impatience le premier Mars prochain. Ils savent que la grève est le seul moyen de ramener leur lutte jusqu'au ciel, tout en gardant les pieds sur la terre.

La frontière intérieure européenne nommée **Dublin II** doit être abolie!

«Dublin II cela veut dire qu'ils jouent au football avec nous, nous envoyant à coups de pied d'un pied à l'autre!». Un jeune réfugié Afghan, sous la menace de déportation de la Suède en Hongrie, explique le fonctionnement de ce règlement européen. Dès le début Dublin II est devenu un symbole du nouveau régime destructif des frontières intérieures européennes – et a entraîné la résistance des réfugiés : grèves de la faim, résistance aux déportations forcées et, par la souffrance, une croissance des cas d'automutilation. Il a aussi mené à des centaines d'affaires en instance devant la Cour européenne des droits de l'homme, la plupart contre les déportations en Grèce. De la plupart des réfugiés les empreintes digitales avaient été prises en Grèce, au moment de leur entrée en Europe, les réfugiés étant maintenant sous la menace de déportation vers ce que plusieurs activistes, organisations des droits de l'homme et ONG ont décrit comme une catastrophe humanitaire. Par conséquent de plus en plus de pays européens ont été obligés d'arrêter les déportations en Grèce et le système a été retardé pour presque s'arrêter. Les déportations en Italie, en Pologne, en Hongrie, par exemple, devraient être les prochaines à être dénoncées – jus qu'à ce que tout le monde sera en état de choisir son pays d'arrivée et d'y rester !
Web: <http://w2eu.net/tag/dublin-2/>
contact@w2eu.info

w2eu.info: a guide web pour la Liberté de Mouvement

w2eu.info provides information to refugees and migrants that might be useful on their journey to and through Europe. The transnational web-guide in four languages (Arabic, English, Farsi and French) was born in a concrete struggle for the freedom of movement which started during the Nobordercamp on Lesbos/Greece in summer 2009. By giving access to counselling and other useful contacts, the web-guide project aims to contribute to a grass-root network for the rights of refugees and migrants all over Europe and beyond. "I can see clearly now what Europe looks like. It sends its armies to fight us at the sea and puts us in awful prisons. Together we have to start a second journey, to another safe place that might exist in the future." (Eritrean woman, arriving on the island of Lesbos in summer 2009) Having this in mind, we welcome all travellers on this difficult trip and wish all of us a good journey! The web-guide is still in its beginning and a work in progress. It depends on information coming from antiracist networks and the project is looking for more contributors:
contact@w2eu.info